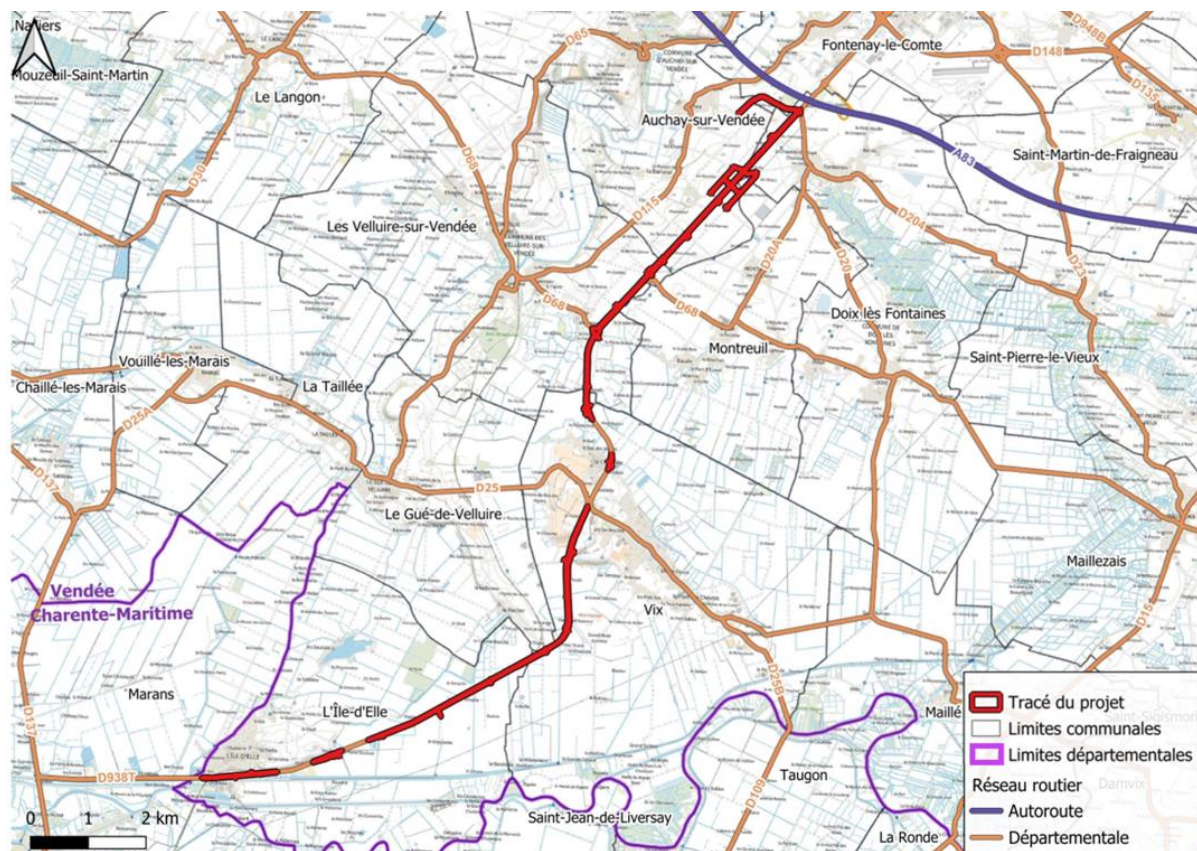


**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA VENDEE**  
**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VENDEE**



**ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE**

**Relative au projet d'aménagement de la route départementale 938 Ter entre Fontenay-le-Comte et le département de Charente-Maritime, incluant la demande d'autorisation environnementale, l'utilité publique des travaux d'aménagement, la mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme de Fontenay-Le-Comte, de Veuillé, de Vix, et de l'Île d'Elle, du classement et déclassement des voiries concernées par l'opération, la demande de dérogation exceptionnelle relative aux espèces et aux habitats protégés.**

**Réalisée du 26 janvier au 25 février 2026**

**Conclusions motivées et avis de la commission d'enquête relatifs à la partie  
Classement / Déclassement des voies concernées**

**Commission d'enquête composée de :**

Messieurs Jean-Yves ALBERT (Président), Jean-Jacques FERRE et Dominique SERIN

**Destinataires :**

Monsieur le Préfet de la Vendée

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes

Conclusions motivées et avis, Projet aménagement RD 938 Ter, Classement et Déclassement des voies concernées

## SOMMAIRE

1	GÉNÉRALITÉS .....	3
1.1	OBJET DE LA MISE EN COMPATIBILITE DE LA VOIRIE .....	3
1.2	DOMANIALITE DES VOIES .....	4
2	DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE .....	5
2.1	INFORMATION DU PUBLIC .....	5
2.2	OBSERVATIONS DU PUBLIC ET DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET CONSULTEES` .....	5
3	APPRECIATION GENERALE DU PROJET .....	5
4	CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE .....	6
5	FORMALISATION DE L'AVIS.....	6

# 1 GÉNÉRALITÉS

Le projet d'aménagement de la RD 938 Ter s'inscrit dans le Sud-Est du département de la Vendée, sur un axe structurant reliant la commune de Fontenay-le-Comte à L'Île-d'Elle, en continuité vers le département de la Charente-Maritime. Cet itinéraire constitue un maillon du réseau routier départemental, assurant la liaison entre le bassin de vie et d'emplois de Fontenay-le-Comte et les territoires du Sud Vendée ainsi que de l'arrière-pays rochelais.

Le projet consiste en l'aménagement de la RD 938 Ter avec la création de 10 créneaux de dépassement complétés par la mise en œuvre de 12 carrefours de type tourne-à-gauche sécurisés et de 2 giratoires ainsi que l'aménagement de la traversée de l'Île d'Elle.

Par décision E 25000241/85 en date du 18 novembre 2025, Le Président du tribunal administratif de Nantes, a désigné, pour la conduite de l'enquête publique unique, une commission d'enquête. Cette commission est composée de : Monsieur Jean-Yves ALBERT, en qualité de Président ; Monsieur Jean-Jacques FERRE, et Monsieur Dominique SERIN en qualité de membres titulaires, Madame Anne-Claire MAUGRION en tant que membre suppléante.

Le préfet de la Vendée, par arrêté n° 2025-DCPATE-714 du 12 décembre 2025, a organisé l'enquête publique unique portant sur :

- L'utilité publique du projet d'aménagement de la RD 938 Ter,
- La mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme de Fontenay-le-Comte, de Velluire, de Vix et de l'Île-d'Elle,
- Le classement et déclassement des voies concernées par l'opération,
- La demande d'autorisation environnementale,
- La demande de dérogation relative aux espèces et aux habitats protégés.

L'enquête publique unique s'est déroulée du lundi 26 janvier 2026 à 9h00 (heure d'ouverture de l'EP) au mercredi 25 février 2026 à 17h00 (heure de clôture de l'EP). Pendant toute la durée de l'EP le public a pu déposer ses observations ou propositions sur les registres d'EP déposés en Mairies, sur le registre dématérialisé dédié à l'enquête, par courriel à l'adresse dédiée ou par courrier adressé au siège de l'enquête.

Le rapport est commun aux cinq objets de cette enquête, cependant, il est établi cinq conclusions. Le présent document concerne uniquement les conclusions motivées et avis sur le classement et déclassement des voies publiques concernées par ce projet.

## 1.1 Objet de la mise en compatibilité de la voirie

La présente enquête publique unique porte, notamment, sur **le classement et déclassement des voies** concernées par le projet d'aménagement de la RD 938 Ter entre Fontenay-le-Comte et la limite du département de la Charente-Maritime.

Cette procédure est rendue nécessaire afin de permettre la réalisation d'un projet déclaré d'intérêt général, consistant en l'aménagement de la RD 938 Ter par la création de dix créneaux de dépassement successifs et l'aménagement et la sécurisation de quatorze carrefours, sans création d'infrastructure nouvelle ni déviation du tracé existant.

Le classement et le déclassement des voiries concernées relève du Code de la voirie routière :

- Articles L. 131-1 à L. 131-8 et articles R. 131-3 à R. 131-11 pour la voirie départementale,
- Articles L. 141-1 à L. 141-7 et articles R. 141-4 à R. 141-11 pour la voirie communale.

L'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique tient lieu d'enquête de classement et déclassement. Lorsque celle-ci est arrêtée, le classement / déclassement des routes départementales est prononcé par délibération du Conseil Départemental après recueil des avis des Conseils Municipaux des communes concernées. Le classement / déclassement des voiries communales est prononcé par délibération du Conseil Municipal des communes concernées.

Conclusions motivées et avis, Projet aménagement RD 938 Ter, Classement et Déclassement des voies concernées


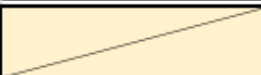


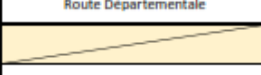
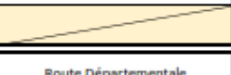



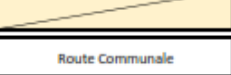


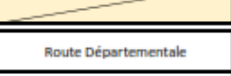


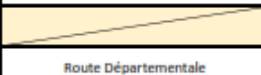

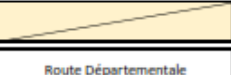


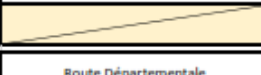



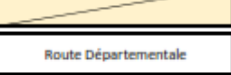



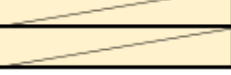
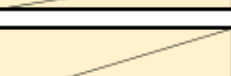
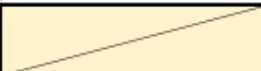
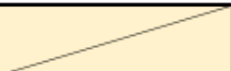
## 1.2 Domanialité des voies

Les collectivités concernées par le classement / déclassement des voies :

- Les carrefours et les créneaux de dépassement et les carrefours nouvellement créés ainsi que la portion de RD 938 Ter déviée au niveau du carrefour des Epinettes **restent dans le domaine routier départemental**.
- L'ensemble des voies d'accès et de rétablissement créées dans le cadre du projet **sont classées dans le domaine public communal**. Une portion de la RD 938 Ter actuelle est également déclassée dans le domaine public communal au niveau de l'accès à la Fraignée et à proximité de la Grande Bobine sur la commune de Les-Velluire-sur-Vendée.

Le tableau ci-après fait la synthèse des classements/déclassements par commune.

**Tableau de synthèse**

COMMUNE	Dénomination	Ancien Classement	Nouveau Classement
Fontenay-le-Comte (1)	Voies de desserte créées 		Route Communale
Doix-les-Fontaines (2)	Elargissement de la RD938T 	Route Départementale	Route Départementale
	Voies de desserte créées 		Route Communale
	Voies de desserte supprimées XXXXX	Route Communale	
Auchay-sur-Vendée (3)	Elargissement de la RD938T 	Route Départementale	Route Départementale
	Voies de desserte créées 		Route Communale
	Voies de desserte supprimées XXXXX	Route Communale	
Montreuil (4)	Voies de desserte créées 		Route Communale
	Voies de desserte supprimées XXXXX	Route Communale	
Les Velluire-sur-Vendée (5)	Elargissement de la RD938T 	Route Départementale	Route Départementale
	Voies de desserte créées 		Route Communale
	Tronçon de l'ancienne RD938T 	Route Départementale	Route Communale
	Voies de desserte supprimées XXXXX	Route Communale	
Le Gué-de-Velluire (6)	Elargissement de la RD938T 	Route Départementale	Route Départementale
	Voies de desserte créées 		Route Communale
Vix (7)	Elargissement de la RD938T 	Route Départementale	Route Départementale
	Voies de desserte créées 		Route Communale
	Voies de desserte supprimées XXXXX	Route Communale	
L'île-d'Elle (8)	Elargissement de la RD938T 	Route Départementale	Route Départementale
	Voies de desserte créées 		Route Communale
	Voies de desserte supprimées XXXXX	Route Communale	
	Tronçon de la RD938T supprimées XXXXX	Route Départementale	
Total des 8 communes	CLASSEMENT / DECLASSEMENT: TTX: Domaine public Voirie COM TTX: Domaine public Voirie DEP		

## 2 DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

### 2.1 Information du public

La publicité réglementaire de l'enquête a été mise en œuvre en application de l'arrêté préfectoral n° 2025-DCPATE-714 du 12 décembre 2025.

- **Presse** : l'avis d'ouverture de l'EP a été publié par annonce légale dans les quotidiens « Ouest France » et « l'écho de l'Ouest » les 9 et 30 janvier 2026
- **Internet** : l'avis d'ouverture de l'EP a été consultable sur le site internet des services de l'État en Vendée à l'adresse : [www.vendee.gouv.fr](http://www.vendee.gouv.fr) et sur le site internet du registre dématérialisé : [www.registre-dematerialise.fr/](http://www.registre-dematerialise.fr/)
- **Affichage** : l'avis d'ouverture de l'EP a été affiché, quinze jours avant son ouverture et pendant toute la durée de celle-ci, dans les communes concernées. Le Maître d'ouvrage a également procédé à l'affichage de l'avis d'EP sur 51 sites dans le périmètre de l'opération. Cette formalité a été constatée le 12 janvier 2026 par Maître Julien Bouquet Huissier de Justice.

Le dossier complet (papier et version numérique) a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête. Celui-ci a eu toute latitude pour faire valoir ses observations, propositions ou contre-propositions tant sur les registres papiers, registre numérique que par courriel ou courrier postal.

### 2.2 Observations du public et des personnes publiques associées et consultées

Les observations recueillies au cours de l'enquête publique relatives à la procédure de classement / déclassement des voiries sont restées limitées et n'ont pas remis en cause le principe ni la portée des solutions techniques apportées.

Les avis des personnes publiques associées et consultées n'ont fait apparaître aucune opposition de principe.

## 3 APPRECIATION GENERALE DU PROJET

À l'issue de l'enquête, il ressort que le projet présente pour principal inconvénient une identification encore approximative des voies de rétablissement entre le domaine public communal et le domaine relevant de l'Association Syndicale Autorisée de Doix-Lès-Fontaines notamment au droit du passage inférieur projeté sur le secteur Chaix – Fontaines. Cette imprécision est susceptible de générer des difficultés d'interprétation ou de gestion ultérieure.

Toutefois, le projet présente les avantages suivants :

- Répond à un objectif d'intérêt général visant l'amélioration des conditions de circulation, de sécurité routière et de continuité entre la Vendée et la Charente-Maritime ;
- S'inscrit dans une logique de cohérence du réseau routier départemental, en clarifiant le statut des voiries concernées par les opérations de classement et de déclassement ;
- Permet à la profession agricole d'accéder aux parcelles exploitées dans des conditions de sécurité améliorées, tant pour les agriculteurs que pour les autres usagers de l'axe départemental ;
- A fait l'objet d'un dossier d'enquête complet, permettant au public de comprendre les enjeux techniques, juridiques et foncier du projet.

Les impacts du projet d'aménagement routier, notamment ceux liés à la modification du statut de certaines voies, apparaissent maîtrisés et proportionnés au regard des bénéfices attendus.

## 4 CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

La Commission d'enquête, ayant rédigé son rapport après avoir pris en compte l'ensemble des pièces du dossier soumis au public par le Conseil départemental de la Vendée, les observations des Personnes Publiques Associées et Consultées, les résultats de l'enquête consignés dans les registres déposés en mairies, est en mesure de conclure et de donner un avis motivé.

Au vu de l'ensemble des éléments du dossier, la Commission d'enquête considère que :

- l'enquête s'est parfaitement déroulée conformément à la réglementation ;
- l'information du public a été parfaitement effectuée par les annonces légales et l'affichage sur site ;
- le dossier d'enquête était complet ;
- les caractéristiques des aménagements liés au projet correspondent bien aux critères définis à l'article L. 151-2 du Code de la voirie routière ;
- les gestionnaires concernés, notamment les communes, n'ont pas émis de remarque sur les propositions du porteur de projet ;
- le projet d'inscrivant dans le cadre d'un programme global ayant pour objectif premier la fluidité du trafic et la sécurité des usagers et des riverains, présente indéniablement un caractère d'intérêt public.

**Nota :** la Commission d'enquête a émis un avis favorable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet objet de l'enquête unique.

## 5 FORMALISATION DE L'AVIS

En conséquence, la Commission d'enquête émet un « AVIS FAVORABLE » au classement et déclassement des voiries tels que présentés dans le dossier soumis à enquête publique.

**Le présent avis favorable est assorti de la réserve suivante :**

Le Conseil départemental devra, préalablement à la mise en œuvre définitive du projet, préciser et formaliser de manière exhaustive la localisation, le statut juridique et les modalités d'entretien des voies de rétablissement entre le domaine public communal et celui relevant de l'Association Syndicale Autorisée de Doix-Lès-Fontaines afin de garantir la sécurité juridique et la bonne gestion future des voiries concernées.


Fait à La Roche sur Yon le 25 mars 2026

Le Président de la Commission d'Enquête



Jean-Yves ALBERT

Les Commissaires Enquêteurs



Jean-Jacques FERRE



Dominique SERIN